L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Nos 58 de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN 21 DECEMBRE 1861.

G. P. WEISSE, P. LIMET. E. DUPOUR, C. MARNY. Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, SAMEDI MATIN 21 DECEMBRE.

LE FEUILLETON.

☞ Nos lecteurs trouveront, comme hier, le Feuilleton à la dernière colonne de la page anglaise.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par C. E. Forstall, à la Bourse des Marchands—Terre à sucre et à riz.

Par F. J. Spear, coin Girod et Levée, 1er district—Le contenu d'un magasin de vêtements, chaussures, bijouterie, etc. (Succession Jacken F. Magdeleine.)

Par H. Samory, 65 et 67, Vieille-Levée—Vêtements, chaussures, marchandises sèches, jouets d'enfants.

Par F. Fernandez, 114 coin de Bourbon et Chartres—Marchandises sèches, chaussures, jouets, savon.

Par le Shériff—A 10 heures et demie A. M., sur les lieux—Fonds et installations d'un magasin d'habillements situé rue de la Vieille-Levée No 199 entre St. Anne et Madison. 2me District.

Complications.

Le fait que M. Adams, ministre des Etats-Unis à Londres, aurait demandé ses passeports en apprenant que la Reine avait lancé une proclamation pour prohiber l'exportation de la poudre et du salpêtre, nous confirme dans l'opinion que c'était un parti pris de la part du gouvernement de Washington de provoquer une rupture avec l'Angleterre. Il est probable que M. Adams n'aura fait qu'obéir à des instructions, qui lui auront été adressées par le cabinet, aussitôt qu'on a eu connaissance à Washington de l'affaire du *Trent*. L'approbation donnée par le secrétaire de la marine et par le Congrès à l'acte de capitaine Wilkes et le ton arrogant des journaux dévoués au gouvernement fédéral, engageaient à l'avance la politique du gouvernement pour le cas, évidemment prévu, d'une demande de satisfaction. Cependant, nous avions regardé que M. Lincoln s'était abstenu, dans son message, de faire allusion à l'arrestation des envoyés du Sud. Mais cette réserve avait plutôt pour objet de laisser peser la responsabilité de l'acte sur son ministre de la marine, vis-à-vis du Congrès, que de se ménager un moyen de sortir d'embarras avec l'Angleterre.

Aujourd'hui, la position des Etats-Unis est parfaitement tranchée. Le cabinet et le Congrès ont endossé l'outrage fait au pavillon anglais et prie une position qui entraine forcément un refus aux demandes de l'Angleterre indignée. Si la demande de ses passe ports par M Adams se confirme, le général Scott, qui se trouve actuellement en Europe, aura eu parfaitement raison de considérer l'affaire du *Trent* comme une déclaration de guerre délibérée de la part des Etats Unis à l'Angleterre.

Cela étant ainsi on se demande dans quel but le gouvernement des Etats-Unis, pour lequel une guerre avec le Sud est déjà un fardeau fort lourd, a été provoquer, de gaieté de cœur, une autre guerre avec la première puissance maritime du globe, et si son intention est de soutenir les deux guerres à la fois? Il est assez difficile de raisonner juste sur les motifs qui ont pu inspirer la conduite d'une administration comme celle de M. Lincoln, car les hommes qui la composent semblent avoir pris plaisir à se mettre en dehors de toutes les règles du droit commun, et comme ils ont jusqu'à présent fait preuve du plus profond dédain pour les calculs politiques qui guident généralement les hommes d'état, on pourrait en conclure que leur arrogante présomption les a rendus sourds aux conseils de la plus vulgaire prudence.

Il y a cependant, une explication assez plausible qui nous vient à l'esprit. Il est possible que Seward ait été informé par ses agents que le gouvernement anglais avait l'intention de reconnaitre prochainement la Confédération du Sud et de contester la validité du blocus, et qu'assuré des dispositions hostiles du cabinet de St James et sentant une rupture inévitable, il ait voulu prendre les devants et rompre le premier en visière à l'Angleterre. La cause de la querelle actuelle se trouve ainsi toute personnelle à la Grande-Bretagne, tandis que cette puissance, en soutenant une difficulté à propos du blocus, pour soit se trouver appuyée par la France et par l'Espagne. En provoquant l'Angleterre sur un terrain particulier, le secrétaire d'état de Lincoln a compté sur son esprit d'intrigue pour sortir d'embarras vis à vis des autres puissances, fut-ce au prix de quelques concessions.

Ce n'était pas d'ailleurs le seul des embarras de sa politique extérieure. Il était appelé à se prononcer avant peu sur l'intervention en faveur du Mexique. Allait-il courber la tête devant la force majeure ou devait il braver un vertement les trois puissances alliées? Des deux alternatives l'une était humiliante, l'autre était une folie. La guerre avec l'Angleterre servira d'excuse à Seward pour abandonner le Mexique. Quelques personnes pensent même qu'elle lui servira d'excuse pour proposer la paix aux Etats Confédérés, conformément au plan du *Herald*. Cette dernière supposition nous paraît en contradiction formelle avec la nouvelle attitude que vient de prendre le gouvernement fédéral depuis l'ouverture du Congrès.

Si en effet, Lincoln avait en l'intention de faire la paix avec le Sud pour tourner toutes ses forces contre son nouvel ennemi, il n'aurait pas soulevé la question de l'émancipation et de l'armement des esclaves pour attiser la haine des populations du Sud. On peut dire, il est vrai, qu'il y a un nord un parti assez fort qui est opposé à ces mesures radicales, et que ce parti appuyé par l'influence des principaux généraux, McClellan, Halleck et autres, peut trouver dans le nouveau danger qui menace le pays un levier assez puissant pour changer le courant de l'opinion publique, obtenir le retrait de Cameron et des radicaux de la même nuance, et faire revenir le gouvernement à une politique plus modérée. Mais nous ne croyons pas que cette influence aille jusqu'à faire renoncer Lincoln à son projet de soumettre le Sud, à moins que des revers successifs ne fassent de la paix avec les Etats Confédérés une question de salut pour le Nord.

Nous n'attendons, donc, quant à présent, aucune proposition de paix de la part des Etats-Unis. La guerre que ceux-ci auront à soutenir contre la Grande Bretagne sera exclusivement maritime dans les premiers mois, car pendant l'hiver une campagne sur les frontières du Canada est impossible. L'Angleterre aura le temps d'armer ses milices dans ses possessions américaines et d'y envoyer des troupes en quantité suffisante pour repousser une invasion. Sur mer, il n'est pas douteux que la marine anglaise ne vienne facilement à bout des escadres de Lincoln, bien qu'un pareil résultat ne puisse entrer dans l'esprit des présomptueux yankees. Les navires fédéraux étant dispersés ou forcés de chercher un refuge dans les ports des Etats Unis, le blocus des ports du Sud ne tardera pas à être levé, et, comme le dit le *Times* de Londres, il sera remplacé par le blocus des ports du Nord. Ce résultat en amènera bientôt un autre ; ce sera l'abandon des points de la côte du Sud occupés par les fédéraux : l'île aux Vaisseaux, l'île Tybee, Port Royal et Hatteras. Le fort Pickens n'étant plus soutenu ni ravitaillé par la flotte serait bientôt forcé de capituler, et la forteresse Monroe elle même, en cas de blocus de la rade de Hampton, ne pourrait tenir plus d'un mois, car la garnison serait prise par la famine.

Le Sud étant à même de recevoir d'Europe les armes et les munitions de guerre qui lui manquent, pourrait passer la guerre vigoureusement sur terre et s'affranchir le Kentucky et le Missouri de la présence des Yankees, car la chute des forts Pickens et Monroe lui permettrait de porter 40,000 hommes de plus aux frontières.

Une autre conséquence de la guerre entre l'Angleterre et les Etats-Unis serait la reconnaissance des Etats Confédérés par la première de ces puissances, et peut être la conclusion d'un traité d'alliance offensive et défensive. La reconnaissance par le gouvernement anglais entrainerait la reconnaissance par la France et par l'Espagne, qui voudraient s'assurer les mêmes avantages commerciaux que la Grande Bretagne.

On comprend donc l'immense importance qu'aurait pour les Etats Confédérés le commencement des hostilités entre les anglais et les fédéraux. Aussi attendons-nous avec anxiété la nouvelle du premier coup de canon qui donnera le signal de la lutte, car une fois qu'elle aura engagée les événements marcheront vite. Jusque là, nous resterons dans le doute sur ce qui sortira en politique qu'il est ...entré la coupe et les lèvres il y ...n politique a de ces mystères qui dé... par des dénouements inouïes ou ... qui paralysaient les plus clairs.

CONFIDENCE, CONFIDABLE. — Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce de M. F. Limet, 85 rue de Chartres. On trouvera chez lui tout ce qu'il y a de plus fin en bonbons au chocolat, dragées, marrons glacés, nougats, etc. Il a reçu de la Havane directement un envoi de cabrouilage de luxe de la plus grande fraîcheur. Les prix de ces établissements sont des plus modérés.

Par le Telegraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE.

Résolution du cabinet de Lincoln sur l'affaire Slidell et Mason.

Columbus, 20 décembre.—On a reçu ici la *Tribune* de Chicago, et on vous hier au camp un visiteur nous pavillon parlementaire, il a dit que le cabinet de Lincoln en présence des demandes de l'Angleterre, a résolu à l'unanimité de ne pas rendre Mason et Slidell.

Préparatifs des Fédéraux.

Les canonnières *Beaton* et *Essex* qui étaient échouées au Cap Girardeau, sont arrivées à Cairo et on s'attend à un mouvement en avant des Fédéraux.

Bill sur les Banques.

Jackson, Miss, 20 décembre—La législature a passé le bill qui permet aux banques de recevoir les bons du trésor. Ces bons auront cours aussi pour le paiement des impôts, excepté la contribution de guerre.

(DEPECHES DE NUIT.)

Nouvelles du Nord via Richmond.

Abolition de l'esclavage dans le District de Columbia.

Loi sur les Faillites.

Washington, 18—Le sénateur Wilson a donné avis qu'il introduirait demain un bill pour l'abolition de l'esclavage dans le District de Columbia et le remboursement aux propriétaires de la valeur de leurs esclaves. Un projet de loi général sur les faillites est soumis au Congrès.

Le gouvernement de Lincoln persiste à obtenir MM. Mason et Slidell.

Washington, 18—Le gouvernement de Lincoln est décidé à maintenir la détention de MM. Masson et Slidell, et ne semble pas redouter la guerre avec la France et l'Angleterre. Le correspondant à Washington du *Times* de New-York, sous la date du 17 courant, écrit que les corps diplomatiques se préoccupant de la situation plus que les Lincolnistes.

Opinion publique au Canada.

Montréal, 16—Les nouvelles apportées par l'Europe ont créé ici une grande agitation, et une vive sympathie en faveur de l'Angleterre perce dans toutes les provinces relativement à l'affaire du TRENT.

De Toronto.

Toronto, 16 déc—Il règne ici une grande agitation, le gouvernement local est fortement approuvé dans sa conduite au sujet de l'affaire du *Trent*.

Richmond, 19 déc—Des dépêches, de Détroit, de Cleveland, de Baltimore, de Pittsburg, de Cincinnati de Hartford, de Buffalo, de Chicago et de Milwaukie, toutes datées du 16 courant, rapportent que les citoyens de ces différentes villes se sont préparés à soutenir l'administration, et à résister aux demandes de l'Angleterre.

Washington, 16 déc—M. Wallandingham a présenté des résolutions qui ont été rejetées elles étaient ainsi conçues : *Résolu*, que la Chambre est d'opinion que le devoir du Président est de persévérer dans l'attitude qu'il a prise en approuvant et endossant l'acte du capitaine Wilkes, en dépit des menaces de l'Angleterre, et que cette chambre s'engage à la soutenir et à lui fournir les moyens de maintenir la dignité et l'honneur national et d'appuyer la courageuse résistance du gouvernement du peuple des Etats Unis aux prétentions étrangères.

Washington, 18—La question précitable, mais la chambre a décidé par un vote de 109 contre 16 que la résolution proposée serait referrée au comité des affaires étrangères—On est à la veille d'une grande inquiétude, à raison de la crainte où l'on y est que la prison où qui renferme les prisonniers fédéraux n'ait été brulée dans le grand incendie.

Richmond, 19—Le bruit court à Washington que le sénateur Polk, du Missouri, a passé aux Rebelles.

Le *Times* de New York dit que si Lincoln, au milieu des membres de son Cabinet ne s'est encore prononcé définitivement pour l'approbation de l'arrestation de Mason et Slidell.

—Le *Times* ne prévoit pour le moment aucuns troubles—Le journal *Le Herald* considère que la guerre n'est pas très probable—Le *Tribune* demande qu'on poursuive énergiquement la suppression de la rébellion et qu'on laisse l'affaire du *Trent* de côté. Le journal pense que la difficulté avec l'Angleterre soudrait à une longue correspondance diplomatique. L'*Enquirer* de Philadelphie considère qu'un conflit avec l'Angleterre est une chose assez grave pour qu'on y réfléchisse avant de s'y engager.

Le *Ledger* insiste sur la nécessité de hâter la mise en état de défense du fleuve.

Les journaux du Nord rapportent que 240 prisonniers du fort Warren devaient partir de la forteresse Monroe le 17, pour être transportés au Sud et y être échangés.

La nouvelle officiellement que le ministre Adams avait demandé ses passeports, n'est qu'un bruit. Les journaux du Nord n'en font pas mention.

A New York on a retiré du marché tous les cafés et thés, on ne les offre en vente qu'à des prix énormes. L'annonce d'une suspension de paiements est prématurée.

De Richmond.

Charles J. Faulkner est arrivé ce matin, et le gouverneur Letcher, le maire de la ville et un grand concours de citoyens, sont allés, musique en tête, au devant de lui jusqu'à la gare du chemin de fer. On fit la marche dans les rues de la ville, et une foule immense de dames et de citoyens l'ont salué au passage. Le nombreux cortège, escorté lui-même par les habitants de la ville, s'est dirigé vers l'Hotel de Ville, où le maire a reçu M. Faulkner, qui a prononcé une chaleureuse harangue, dans laquelle il a raconté son arrestation, sa captivité et sa position présente "mais au lieu de parler."

Parlant ensuite de sa propre situation et de celle des Etats-Unis, il a dit que si Lincoln revient sur l'attitude qu'il a prise au sujet de Mason et Slidell, il n'y aura plus d'opinion abolitionniste l'écraseur. Que si au contraire, il maintient la position prise, les Etats-Unis auront la guerre avec l'Angleterre. M. Faulkner a dit qu'il avait été le compagnon de captivité de MM. Mason et Slidell au fort Warren, et qu'il n'avaient jamais cessé d'être calmes et sans inquiétude, persuadés qu'ils étaient que l'Angleterre vengerait sans hésiter l'insulte faite à son pavillon.

Le gouverneur Letcher a répondu par quelques paroles cordiales, disant que M. Faulkner était le bienvenu en Virginie.

La foule s'est ensuite dispersée.

L'*Enquirer* de ce matin rapporte, d'après le dire de passagers arrivés par le chemin Central hier soir, qu'une bataille a été livrée à Leesburg le 20 ou le 21 décembre, et qui est toute favorable aux fédéraux. La première et la seconde section ont été adoptées.

Dans un séance du soir, la chambre a adopté, à la seconde lecture et après amendements importants, toutes les sections du substitut de M. Tappan à la loi de suspension.

De Charleston.

Charleston, 20 déc.—Le *Courrier* de ce matin publie une dépêche annonçant la mise hors de service d'une chaloupe canonnière de Lincoln échouée près de Port Royal Ferry par l'artillerie de la Caroline du Nord. L'artillerie a aussi fait feu sur trois bateaux plats chargés de Lincolnistes, en a coulé un et a tué beaucoup de monde sur les deux autres. L'ennemi concentre en ce moment ses forces sur l'autre côté du ferry. Les Confédérés ont établi des mines sous le pavés de Charleston et l'ont fait sauter.

THEATRE D'ORLEANS.—Demain, dimanche, les artistes réunis en société joueront *Paul le Corsaire*, drame émouvant en cinq actes, d'ALEXANDRE DUMAS. Le chant patriotique *Guerre aux Yankees*, dont les paroles ont été composées par le lieutenant-colonel GUYARD, et la musique par le capitaine E. CHASSAIGNAC, sera chanté par M. GENIBREL, avec accompagnement à grand orchestre et pour cette fois seulement.

L'OPINION AU KENTUCKY.—Nous avons dit que le *Louisville Journal* s'était énergiquement prononcé contre le projet d'émancipation des esclaves de Lincoln de Cameron. Un autre journal de la même ville, le *Democrat*, exprime son indignation dans les termes les plus violents. Il n'hésite pas à dire que le projet d'armer les noirs fera perdre à la cause de l'Union tous les Etats à esclaves. " Il faudrait, dit-il, une armée permanente de 200,000 hommes pour retenir le Kentucky dans l'Union, et encore les soldats seraient obligés de combattre à l'extermination des noirs." Si on les émancipe, il n'y a qu'une chose à faire d'eux; c'est de les faire disparaitre, de les anéantir complètement. Il faudra que ce soit une extermination sans merci et sauvage de toute la race. Il ne sera question ni d'humanité, ni de justice, ni de pitié. Ce sera la première loi naturelle—celle de la légitime défense—qui prévaudra."

Dans la législature du Kentucky M. Harney a présenté des résolutions pour protester contre l'intervention du gouvernement fédéral dans l'institution de l'esclavage. M. Wells a présenté d'autres résolutions, dans lesquelles, tout en reconnaissant le droit de confiscation sur les propriétés des rebelles, il déplore l'exercice de ce droit contre les citoyens qui n'ont pas commis d'actes de trahison, et il considère le fait d'armer les esclaves comme une atrocité qui répugne aux sentiments du Kentucky."

ESCARMOUCHE PRES DE BIRD'S POINT.—Une dépêche de Cairo du 11 décembre porte que deux compagnies d'infanterie et deux de cavalerie sont parties de Bird's Point pour aller reprendre deux Fédéraux enlevés près de Charleston par les hommes de Jeff Thompson, qu'ils ont atteint ceux-ci à Bertrand; les ont mis en déroute et leur ont fait 16 prisonniers, et ont pris des chevaux et des armes. D'après cette dépêche les Fédéraux n'ont eu qu'un tué.

LE TRAITEMENT DES CORSAIRES.—Une dépêche du Nord dit que le bruit court que le comité militaire de la Chambre est d'avis que les corsaires capturés par les navires fédéraux doivent être traités comme prisonniers de guerre.

LE NORD DU MISSOURI.—Un voyageur arrivant du nord du Missouri, nous apprend, dit l'*Intelligencer*, que toute la population de cet Etat au nord de la rivière Missouri est en faveur du Sud et est déterminée à combattre le gouvernement de Lincoln. Les Fédéraux disent qu'il n'y a pas assez d'Unionistes dans l'Etat pour donner de l'intérêt à la lutte.

L'INTERVENTION AU MEXIQUE.—Les journaux du Nord contiennent les dépêches suivantes sur ce sujet : elles sont datées de Washington le 11 décembre.

Notre gouvernement a répondu à l'invitation de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne de se joindre à leur expédition contre le Mexique, en refusant d'y prendre part.

Le Président a refusé de transmettre au Congrès les communications adressées par les gouvernements d'Angleterre, de France et d'Espagne au sujet de l'intervention armée dans les affaires du Mexique. Il considère inopportun de le faire dans les circonstances actuelles.

EXPEDITION NAVALE FRANÇAISE. — Nous avons déjà parlé des départs qui ont eu lieu à Brest et à Cherbourg pour le Mexique ; le correspondant parisien de la *Gazette de l'Armée et de la Marine*, de Londres, lui écrit à la date du 1er novembre :

La plus grande activité a régné à Toulon pour les préparatifs de l'expédition destinée au Mexique, on n'a pas envoyé moins de trois dépêches de Paris dans une nuit. Tout a été poussé avec la plus grande activité par le préfet maritime et les autorités militaires. Les boulangers et les ouvriers militaires ont été requis en toute hâte, et le transport à vapeur l'*Aube* est chargé jusqu'à la ligne de flottaison d'hommes, de chevaux et de matériel de l'artillerie. Les forces françaises de 3,000 hommes se composent de 1200 soldats de la marine, tirés d'Algérie, d'infanterie de marine, et de batteries d'artillerie rayée. *La Aube* doit prendre des pièces de campagne qu'on ne peut obtenir à Vera Cruz, et qui coûtent le poids de l'or à la Havane. L'escadre est partie le 11 novembre.

LES NAVIRES YANKEES.—Les deux navires yankees qui ont bombardé le fort McRee, faisant la frégate *Niagara* et la corvette *Richmond*. Voici comment un télégramme de Nord raconte l'affaire.

Une lettre particulière écrite à bord du *Richmond*, qui a pris part au combat au fort Pickens, et datée du 23 novembre, constate que les vaisseaux ont commencé à bombarder le fort McRee le 22, à 10 heures. Le signataire de la lettre est d'opinion absolument contraire à l'écrasem. Que si au contraire, il maintient la position prise, les Etats-Unis auront la guerre avec l'Angleterre. M. Faulkner a dit qu'il avait été le compagnon de captivité de MM. Mason et Slidell au fort Warren, et qu'ils